

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BAIL ACTEA**

Société anonyme au capital de 29 838 000 €  
Siège social : 15 rue du Palais Rihour - 59800 LILLE  
342 468 600 RCS Lille Métropole

**Documents comptables annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 29 avril 2026**

**I. — Bilan au 31 décembre 2025**  
(en K. euros)

Actif en K. Euros	31-déc-25	31-déc-24
Caisse, banques centrales, ccp	0	0
Effets public et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	82 243	59 273
Operations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat	488 505	805 867
Location simple	206 556	338 384
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	432	531
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs	758	3 730
Comptes de régularisation	1 065	779
<b>Total de l'actif</b>	<b>779 559</b>	<b>1 208 564</b>

Passif en K. Euros	31-déc-25	31-déc-24
Banques centrales, ccp		
Dettes envers les établissements de crédit	736 569	1 159 360
Operations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	22 442	23 611
Comptes de régularisation	15 830	20 078
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions	2 164	2 366
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>2 554</b>	<b>3 149</b>
Capital souscrit	29 838	76 838
Primes d'émission	7 152	7 232
Réserves	6 158	6 158
Ecarts de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau (+/-)	0	-58 088
Résultat de l'exercice (+/-)	-40 594	-28 991
<b>Total du passif</b>	<b>779 559</b>	<b>1 208 564</b>

Hors-bilan en K. Euros	31-déc-25	31-déc-24
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	9 729	84 692
Engagement de garantie		
Engagements sur titres		
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement		
Engagement de garantie	26 828	29 820
Engagement sur titres		

**II. — Comptes de résultat**

Compte de résultat en K. Euros	31-déc-25	31-déc-24
+ Intérêts et produits assimilés	2 260	2 893
- Intérêts et charges assimilées	-31 785	-35 610
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	283 224	355 283

- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-285 953	-350 567
+ Produits sur opérations de location simple	136 298	156 636
- Charges sur opérations de location simple	-134 645	-146 561
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges)	-1 845	-2 351
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	96	81
- Autres charges d'exploitation bancaire		
<b>Produit net bancaire</b>	<b>-32 350</b>	<b>-20 196</b>
- Charges générales d'exploitation	-3 956	-5 190
+/- Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-98	-103
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-36 404</b>	<b>-25 489</b>
+/- Coût du risque	-968	-6 390
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-37 372</b>	<b>-31 879</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	2 088
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>-37 372</b>	<b>-29 791</b>
+/- Résultat exceptionnel	-3 222	0
- Impôt sur les bénéfices		
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	0	800
<b>Résultat net</b>	<b>-40 594</b>	<b>-28 991</b>

### III. — Affectation du résultat.

L'assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2025 de 40.593.694,24€ en totalité au report à nouveau qui passe ainsi d'un montant de 0€ à un montant déficitaire de 40.593.694,24 €.

L'Assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercices	Dividendes	Eligible à l'abattement de
2024	0,00 €	40 % pour les personnes physiques
2023	0,00 €	40 % pour les personnes physiques
2022	0,00 €	40 % pour les personnes physiques

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

### IV. — Annexe aux comptes (en milliers d'euros sauf mention contraire)

#### Exercice 2025

#### I - Faits caractéristiques de l'exercice

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 Décembre 2025, a décidé d'augmenter le capital à hauteur de 40 000 k€, et de réduire par la suite le capital social par imputation sur les pertes. Le capital social de la société est ainsi porté à 29 838 k€ au 31 Décembre 2025.

#### II - Principes comptables et méthodes d'évaluation

##### 2.1 - Présentation des comptes

Bail Actéa est une société de financement dans le crédit-bail mobilier et la location avec option d'achat. Elle est soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 janvier 1984, relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Les comptes sociaux sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce changement de réglementation comptable constitue un changement de méthode comptable. Les dispositions du règlement ANC 2023-03 qui s'applique pour la première fois à l'exercice 2025.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

Bail Actéa applique pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général auquel se réfère Bail Actéa pour les opérations non visées par le règlement ANC n°2014-07. Il est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ce changement de réglementation comptable constitue un changement de méthode comptable. Les dispositions du règlement ANC n°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

##### 2.2 - Principes généraux et méthode d'évaluation

### 2.2.1. Immobilisations

Les immobilisations figurent au bilan pour leur valeur historique, diminuées des amortissements cumulés qui sont calculés sur la durée de vie estimée du bien selon le mode linéaire ou dégressif lorsque la législation fiscale le permet.

#### 2.2.1.1. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Les biens en contentieux font l'objet d'une dépréciation estimée par comparaison entre le prix de cession probable et la valeur nette comptable.

Ces rubriques intègrent également les commissions versées ou reçues restant à étaler en application du CRC 2009-03. Les commissions versées aux apporteurs d'affaires sur opérations de crédit-bail ou location avec option d'achat sont rapportées progressivement au résultat selon la durée du contrat.

En matière d'amortissement, les principes retenus sont conformes aux préconisations de l'avis du conseil national de la comptabilité n° 2006-C du 04/10/2006. Les traitements antérieurs ont été maintenus.

Type de matériel	Durée d'amortissement
Matériel roulant (hors autocars)	4 ans
Autocars	7 ans
Matériel agricole, industriel, travaux publics	7 ans
Matériel informatique & imprimerie	4 ans
Matériel médical	5 ans
Autres matériels	5 ans

#### 2.2.1.2. Immobilisations incorporelles

Elles sont principalement constituées des logiciels acquis par Bail Actéa et font l'objet d'un amortissement en fonction de leur durée d'utilisation prévue sans excéder cinq ans.

#### 2.2.1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif. Les durées d'amortissements généralement retenues sont de 8 à 10 ans pour les aménagements, 5 à 10 ans pour les mobiliers et matériels.

### 2.2.2. Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances font l'objet d'une évaluation individuelle.

Par application du règlement de l'ANC 2014-07, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses. Sont classées en créances douteuses :

- les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de 3 mois,
- les créances qui, avant même l'expiration du délai indiqué ci-dessus, présentent un caractère contentieux avéré (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle...).

Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours sous risque sont désormais ventilés en encours douteux et encours douteux compromis. Les encours douteux compromis reprennent principalement les créances résiliées en opération de crédit-bail et location financière et les créances qualifiées de douteuses depuis plus d'un an.

Il convient de préciser que les encours douteux restructurés et reclassés en sains ne font pas l'objet d'octroi à des conditions hors marché.

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme et sont augmentées des intérêts courus et non échus.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou dettes à terme. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

#### 2.2.2.1. Dépréciations pour créances douteuses et contentieuses

Elles sont déterminées chaque année en fonction des risques de non-recouvrement évalués après analyse individuelle de chacun des dossiers (risques encourus, valeurs potentielles de recommercialisation des matériels, garanties mises en œuvre) et de la perte probable qui en résultera pour la société. Les indemnités de résiliation portant sur des créances douteuses font l'objet d'une dépréciation intégrale portée en diminution du PNB.

#### 2.2.2.2. Autres dépréciations

Les dépréciations affectées à des risques spécifiques inscrits au bilan sont portées en déduction des actifs correspondants.

### 2.2.3. Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du code monétaire et financier.

#### 2.2.3.1. Autres provisions pour pertes et charges

La société constitue des provisions pour risques et charges destinées à la prémunir contre des risques inhérents à son activité lorsque des raisons de prudence l'imposent.

## 2.2.4. Comptabilisation des charges et produits

La comptabilisation des charges et produits, y compris les loyers, intérêts et commissions respecte le principe de rattachement à l'exercice.

Au cas particulier des loyers de crédit-bail et location financière, les produits de loyers sont comptabilisés par Bail Actéa selon un rythme cohérent avec le rythme de consommation des avantages économiques issus de l'actif loué. Dans l'immense majorité des cas, ce rythme correspond à l'échéancier contractuel convenu entre Bail Actéa et son client.

Dans le contexte particulier de la crise sanitaire de la Covid 19, Bail Actéa a été amené à accorder à un certain nombre de ces clients des moratoires, d'une durée maximale de 6 mois, pendant laquelle aucun loyer n'a été facturé ni encaissé. Les loyers correspondants ont été reportés soit sur une période additionnelle en fin de bail, soit sur l'ensemble des échéances restantes jusqu'à la fin du contrat de location.

Une telle suspension des facturations et encaissements a eu pour objectif de soulager la trésorerie des clients, et n'a aucun lien avec le rythme de consommation des avantages économiques issus de l'actif. Par conséquent, Bail Actéa, pour les contrats faisant l'objet d'un tel moratoire, a décidé de linéariser les loyers restant à payer jusqu'à la fin du contrat sur l'ensemble de la durée résiduelle, y compris la période de moratoire. Ainsi, des « loyers à facturer » ont été reconnus en produits au titre du moratoire, et seront repris au fur et à mesure des facturations ultérieures. »

Le montant de ces produits à recevoir s'élève à 1 235 K€ en 2025 (2 856 K€ en 2024).

Les charges générales d'exploitation comprennent principalement les rubriques « frais administratifs » et « frais de personnel ». Cette dernière rubrique inclut l'ensemble des dépenses liées au personnel et intègre la participation des salariés et l'intéressement se rattachant à l'exercice.

## 2.2.5. Produits et charges exceptionnelles

Les éléments susceptibles de contribuer au résultat exceptionnel sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante et de la faible probabilité de récurrence des événements concernés.

## 2.2.6. Impôts sur les sociétés

Pour les exercices ouverts en 2025, le taux normal est de 25 %.

L'impôt sur les sociétés constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les charges et les produits quelle que soit la date de son paiement effectif.

## 2.2.7. Instruments financiers à terme

Depuis le mois de juin 2017, il n'y a plus d'opérations d'instruments financiers à terme sur un marché de gré à gré ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux. Antérieurement à cette date, ces opérations étaient enregistrées conformément au règlement de l'ANC 2014-07 et au règlement n° 90-15 du Comité de la Réglementation Bancaire.

## III - Notes sur le bilan

### 3.1 - Actif

#### 3.1.1. Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat, location simple

##### 3.1.1.1. Immobilisations louées

Ventilations des immobilisations de crédit-bail, location financière et location avec option d'achat :

Etat des immobilisations	Valeur Brute 31/12/2024	Acquisitions	Cessions	Valeur Brute 31/12/2025
Crédit-Bail	1 710 899	6 905	358 854	1 358 950
Location Financière	820 135	14 152	140 687	693 600
Location Option d'Achat	3 246	0	1 605	1 641
Immobilisations en cours	544	0	544	0
<b>Total</b>	<b>2 534 824</b>	<b>21 057</b>	<b>501 690</b>	<b>2 054 191</b>

Il n'y a plus d'immobilisations en cours sur l'exercice 2025.

Ventilations des amortissements et dépréciations sur immobilisations de crédit-bail, location financière et location avec option d'achat :

Etat des amortissements et des provisions	Amortissements et dépréciations cumulés 31/12/2024	Virement de compte à compte	Dotations	Reprises	Amortissements et dépréciations cumulés 31/12/2025
Crédit-Bail	923 885	311	261 114	300 655	884 655
Location Financière	498 820	-278	132 757	128 753	502 546
Location Option d'Achat	2 379	-33	408	1 355	1 399
<b>Total</b>	<b>1 425 084</b>	<b>0</b>	<b>394 279</b>	<b>430 763</b>	<b>1 388 600</b>

A noter que les dépréciations sur immobilisations louées, comprises dans le tableau ci-dessus, ressortent au 31/12/2025 à 4 681 K€ (4 809 K€ en 2024) après comptabilisation d'une dotation de 3 521 K€ et d'une reprise pour 3 649 K€.

##### 3.1.1.2. Créances rattachées

La valeur nette des créances rattachées sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat s'établit au 31/12/2025 à 12 587 K€ (16 263 K€ en 2024), celle sur opérations de location financière à 15 421 K€ au 31/12/2025 (16 982 K€ en 2024) et comprennent conformément à l'avis du CNC 2009-05 les commissions d'apports reçues ou payées restant à étaler. Est compris dans les créances rattachées les reports covid pour 1 235 K€ (1 041 K€ en CB et 194 K€ en LF)

Ventilations des créances et dépréciations sur créances douteuses :

<b>Créances rattachées Crédit-Bail LOA</b>	<b>Valeur Brute 31/12/2025</b>	<b>Dépréciations 31/12/2025</b>	<b>Valeur nette 31/12/2025</b>	<b>Valeur nette 31/12/2025</b>
Commissions restant à étaler	397		397	492
Clients sains	6 068		6 068	7 217
Douteux compromis	23 798	18 858	4 940	4 505
Douteux non compromis	1 272	90	1 182	4049
<b>Total</b>	<b>31 535</b>	<b>18 948</b>	<b>12 587</b>	<b>16 263</b>

<b>Créances rattachées Location Financière</b>	<b>Valeur Brute 31/12/2025</b>	<b>Dépréciations 31/12/2025</b>	<b>Valeur nette 31/12/2025</b>	<b>Valeur nette 31/12/2025</b>
Commissions restant à étaler	1172		1172	1435
Clients sains	8 460		8460	13 042
Douteux compromis	29 725	24 533	5192	1902
Douteux non compromis	716	119	597	603
<b>Total</b>	<b>40 073</b>	<b>24 652</b>	<b>15 421</b>	<b>16 982</b>

### 3.1.2. Immobilisations incorporelles et corporelles

Ventilations et variations des immobilisations propres de Bail Actéa :

<b>Etat des mouvements des immobilisations</b>	<b>Valeur Brute 31/12/2024</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Valeur Brute 31/12/2025</b>
Immobilisations Incorporelles	1172	0	0	1172
Amortissements	1172	0	0	1172
<b>Net</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Immobilisations Corporelles	1 524	0	0	1 524
Amortissements	993	98	0	1091
<b>Net</b>	<b>531</b>	<b>-98</b>	<b>0</b>	<b>433</b>
Immobilisations en cours	0			0
<b>Total</b>	<b>531</b>	<b>-98</b>	<b>0</b>	<b>433</b>

### 3.1.3. Autres actifs

Le total des autres actifs ressort en 2025 à 758 K€ contre 3 730 K€ en 2024. La variation de ce poste s'explique principalement par la variation de la créance sur l'Etat au titre de la TVA, ainsi que d'une créance sur un partenaire au titre d'un dossier en co-baillage.

Le poste « autres actifs » comprend :

- des dépôts de garantie versés 111 K€ (109 K€ en 2024),
- des créances sur l'Etat au titre de la TVA pour 631 K€ (1 498 K€ en 2024),
- des débiteurs divers pour 17 K€ (2 123 K€ en 2024) dont principalement divers comptes débiteurs pour 17 K€ (2 123 K€ en 2024)

### 3.1.4. Comptes de régularisation

D'un montant de 1 065 K€ (779 K€ en 2024), ils enregistrent principalement des charges constatées d'avance pour 36 K€ (35 K€ en 2024) et divers produits à recevoir pour 1 029 K€ (744 K€ en 2024).

## 3.2 - Passif

### 3.2.1. Capitaux propres

La société BAIL ACTEA, au 31 décembre 2025, est dotée d'un capital de 29 838 K€ entièrement libéré, composé de 1 864 875 actions de 16€ détenu à hauteur de 99.99% par CCLS.

### 3.2.2. Evolution des capitaux propres

	<b>Capital social</b>	<b>Primes d'émission</b>	<b>Réserves</b>	<b>Report à nouveau</b>	<b>Résultat</b>	<b>Dividendes distribués</b>
<b>Bilan au 31/12/2024</b>	<b>76 838</b>	<b>7 231</b>	<b>6 158</b>	<b>-58 089</b>	<b>-28 991</b>	
Affectation résultat 2024 (AG 24/05/2025)				-28991	28 991	
Augmentation de capital	40 000					
Réduction de capital	-87 000	-80		87 080		
<b>Bilan au 31/12/2025</b>	<b>29 838</b>	<b>7 151</b>	<b>6 158</b>	<b>0</b>	<b>-40 594</b>	

Les réserves se décomposent comme suit :

Réserves légales : 5 295 Autres réserves : 862

Le résultat 2025 ressort négatif à 40 594 K€ contre un résultat négatif de 28 991 K€ en 2024.

**3.2.3. Fonds pour risques bancaires généraux**

Ce fonds est destiné à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'ANC 2014-07. Il n'y a plus de fonds au 31 décembre 2025.

**3.2.4. Provisions**

Elles sont dotées conformément au règlement du Comité de la Réglementation Comptable sur les passifs. Elles concernent principalement des provisions pour litiges et risques d'exploitation.

	2025	2024
Provisions pour litiges et risques d'exploitation	2 164	2 366
<i>Dont</i>		
Dotations nettes aux provisions	312	2180
Reprises nettes aux provisions	514	1463

Comprises en dotations nettes aux provisions, une dotation complémentaire aux autres provisions pour couts du risque (297 K€ en 2025 contre 2 149 K€ en 2024), ainsi qu'une reprise de 375 K€ en 2025. Une reprise de provision pour risques opérationnels de 24 K€ a été constatée en 2025 contre une reprise de 378 K€ en 2024.

**3.2.5. Dettes envers les établissements de crédit**

Elles représentent :

- les emprunts à terme auprès des banques : 731 000 K€
- dont emprunts souscrits au cours de l'exercice : 211 000 K€
- dont emprunts remboursés au cours de l'exercice : 633 000 K€
- les intérêts courus non échus sur emprunts : 5 569 K€

Etat des échéances	Total au 31/12/2025	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes à vue	0				
Intérêts courus	0	0			
Dettes à terme	731 000	136 000	230 000	365 000	0
Intérêts courus	5 569	5 569			

**3.2.6. Autres passifs et comptes de régularisation**

Les autres passifs se décomposent de la façon suivante :

<i>Dettes d'exploitation :</i>	2025	2024
Fournisseurs d'immobilisations et frais généraux	3 946	7 184
Dettes sociales	12	11
Dettes fiscales (Impôt Société)	0	0
Autres dettes d'exploitation	1049	748
<i>Dettes diverses :</i>		
TVA restant à payer	17 214	15 233
Autres dettes diverses	221	434

Les dettes sociales comprennent uniquement les organismes de sécurité sociale et de retraite pour 12 K€ (11 K€ en 2024).

Les autres dettes d'exploitation comprennent divers tiers mainteneurs (1 049 K€ en 2025 contre 747 K€ en 2024). En dettes diverses, la TVA à payer s'explique principalement par la TVA facturée et les autres dettes par les charges à payer groupe et hors groupe.

Les comptes de régularisation passif sont inscrits pour 15 830 K€ (contre 20 078 K€ en 2024) et comprennent les loyers perçus ou comptabilisés d'avance sur opérations de crédit-bail et location.

**IV - Notes sur le hors bilan****4.1 - Engagements reçus**

Il s'agit essentiellement d'engagement de garantie reçus d'établissement de crédit ou de la clientèle.

**4.2 - Engagements donnés**

Les engagements de financement en faveur de la clientèle se montent à 9 729 K€.

**4.3 - Degré d'exposition aux risques de marche**

La société n'a plus recours depuis 2017 à des instruments financiers présentant un risque de marché.

**4.4 - Détail des engagements de hors bilan**

	31/12/2025	31/12/2024
Ligne de crédit accordé à Bail Actéa par le groupe		
Cautions et garanties reçues d'établissement de crédit	26 828	29 820

Cautions et garanties reçues de la clientèle	44 285	62 694
Engagements en faveur de la clientèle	9 729	23 711

Il n'y a plus de Ligne de crédit accordé à Bail Actea par le Groupe depuis le 31/12/2021.

#### V - Notes sur le compte de résultat

##### 5.1 - Produits et charges sur opérations interbancaires

Les charges nettes payés en 2025 sur opérations interbancaires pour un montant de 29 525 K€ (32 717 K€ en 2024) concernent des opérations d'emprunts à terme pour 31 785 K€ (35 610 K€ en 2024) et des intérêts perçus sur comptes ordinaires de banque pour 2 260 K€ (2 893 K€ en 2024).

##### 5.2 - Produits et charges sur opérations de crédit-bail, location financière et location avec option d'achat

Les intérêts et produits assimilés sur opérations de crédit-bail et location financière se décomposent en loyers et autres produits d'activités de crédit-bail et location financière pour 414 114 K€ (509 775 K€ en 2024), en reprise liées aux dépréciations de créances pour 5 408 K€ (2 145 K€ en 2024).

Les intérêts et charges assimilées se ventilent en dotations aux amortissements pour 387 536 K€ (479 013 K€ en 2024), en dotations liées aux dépréciations des créances pour 26 063 K€ (12 595 K€ en 2024), pertes sur créances pour 272 K€ (98 K€ en 2024), en moins-values de cessions pour 6 713 K€ (5 390 K€ en 2024) et en autres charges d'activité de crédit-bail et location financière pour 13 K€ (31 K€ en 2024).

##### 5.3 - Commissions (charges)

Les commissions versées s'élèvent au 31/12/2025 à 1 844 K€ (2 351 K€ en 2024).

##### 5.4 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

D'un montant net positif de 96 K€ (positif de 81 K€ en 2024), ils enregistrent des produits d'assurances ou annexes.

##### 5.5 - Charges générales d'exploitation

Elles se décomposent comme suit :

Charges générales d'exploitation	2025	2024
Frais de personnel	44	-2 357
Impôts et taxes	128	242
Services extérieurs	2 151	2 827
Services fournis par des sociétés du groupe	1 632	4 478
<b>Total</b>	<b>3 956</b>	<b>5 190</b>

##### 5.5.1. Charges de personnel

Frais de personnel	2025	2024
Salaires et traitements	44	-1 663
Intéressement et participation des salariés	0	9
Impôts et taxes sur rémunérations	0	-57
Autres charges sociales	0	-646
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>44</b>	<b>-2357</b>

Il convient de noter que :

- Les salariés de Bail Actea ont été transférés au sein de l'entité Crédit Mutuel Leasing en date du 1er janvier 2024. Les comptes de charges correspondent à des indemnités de licenciement suite à des litiges prud'homaux.
- Les services fournis par des sociétés du groupe (utilisation des moyens et outils du groupe) sont en diminution par rapport à 2024 et s'élèvent à 1 632 K€ (4 478 K€ en 2024). Sur 2024, était concerné la refacturation des congés, CET des salariés transférés.

##### 5.5.2. Autres frais administratifs

D'un montant de 3 911 K€ (7 547 K€ en 2024), ils recouvrent l'ensemble des frais de fonctionnement propres à l'activité de Bail Actea à savoir les impôts et taxes 128 K€ (242 K€ en 2024), les services extérieurs et les services fournis par des sociétés du groupe 3 783 K€ (7 305 K€ en 2024).

Compte tenu de la position déficitaire en 2025 et en 2024, aucune cotisation C3S n'a été constatée dans les comptes. La cotisation CVAE constatée dans les comptes 2025 correspond à la cotisation 2024.

Détail des services extérieurs et services fournis par des sociétés du groupe	2025	2024
Achats non stocks	43	43
Services extérieurs	2 607	5 508
Autres services extérieurs	1 242	2 316
Dotations et reprises de provisions pour risques et charges	-113	-632
Autres charges	4	70
	<b>3 783</b>	<b>7 305</b>

##### 5.6 - Cout du risque



	2025	2024
<b>Total</b>	<b>-968</b>	<b>-6 389</b>
Se décomposant comme suit		
Plus ou moins-value sur cessions ITNL et pertes en capital	-1 184	-1 585
Dotations et Reprise de provisions autres coûts du risque	87	-2 149
Dotations et reprises liées aux dépréciations des immobilisations louées	128	-2 655
<i>Dont</i>		
Dotations aux dépréciations	3 521	3 998
Reprises aux dépréciations	3 649	1 343

### 5.7 – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Sur 2024, la société Bail Actea a procédé à la cession de son fichier client à la société CCLS pour un montant de 2 088 K€. Ce montant a été comptabilisé en compte de plus-value sur immobilisations propres. Cette base client possédait dans les comptes une valeur égale à 0 en 2023. Sur 2025, aucune cession d'immobilisation n'a eu lieu.

### 5.8 - Impôts sur les sociétés

Il s'établit à 0 K€ compte tenu du déficit en 2024 et en 2025.

### 5.9 – Dotations / reprises de frbg et provisions réglementées

Ce fonds est destiné à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'ANC 2014-07. Il n'y a pas plus de provision FRBG depuis l'exercice clos au 31/12/2024.

### 5.10 – Résultat exceptionnel

Se trouve comptabilisé dans le résultat exceptionnel, une correction d'erreur sur le plan d'amortissement d'un périmètre d'immobilisations identifiées pour un montant de 3 221 909,13 € (reprise par le logiciel de gestion des dotations aux amortissements pratiquées antérieurement).

## VI - Autres informations

### 6.1 - Effectifs

Il n'y a plus d'effectif au 31 décembre 2025.

### 6.2 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction

Aucune rémunération n'est versée aux membres du conseil d'administration. Pour des raisons de confidentialité, les informations relatives aux rémunérations, avances, crédits et engagements octroyés en faveur des membres des organes de Direction ne sont pas fournies puisqu'elles aboutiraient à identifier les situations de membres déterminés.

### 6.3 – Information sectorielle

Le but de l'information sectorielle est de décomposer les agrégats du compte de résultat en fonction des différents métiers et des différentes zones géographiques dans lesquelles le métier est exercé. Dans la mesure où la société Bail Actea n'exerce que le métier de Crédit bailleur dans le secteur géographique du groupe Crédit Mutuel Nord, cette information n'est pas détaillée. Les encours financiers au 31/12/2025 s'établissaient de la façon suivante :

Encours financiers en M€	2025	2024
<b>France</b>	846	1 243
<b>Belgique</b>	17	23

### 6.4 - Résultat financier et réserve latente

En tant que société de financement effectuant des opérations de crédit-bail et de location financière, la société tient parallèlement une comptabilité financière. Elle fait ressortir un résultat financier après prise en compte d'un amortissement de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. Le résultat financier est égal au résultat social auquel est substitué notamment aux amortissements, aux plus et moins-values et aux dépréciations liées aux créances douteuses leurs équivalents financiers. La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux. Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

#### 6.4.1. Passage du résultat social au résultat financier

	2025	2024
Résultat comptable avant impôt	-39 714	-28 991
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immobilisations données en location)	38 297	30 210
Différence entre plus et moins-values sociales et financières	2 938	4 885
Différence entre dépréciations sociales et dépréciations financières sur immobilisations données en location	-6 572	-2 407
Autres éléments et linéarisation loyers covid	-1 569	-199
Résultat financier avant impôt au 31 décembre	-6 620	3 498
Impôt sur les bénéfices et impôt différé		
Résultat financier net	-6 620	3 498

**6.4.2 Analyse de la réserve latente**

Etat des échéances	31/12/2025	31/12/2024
Résultat financier net	-6 620	3 498
Dotation à la réserve latente	33 098	32 489
Réserve latente nette		
Impôt différé passif		
Réserve latente brute	189 426	156 328

**6.5 - Consolidation**

La société Bail Actéa est consolidée dans les comptes du Groupe BFCM par la méthode de l'intégration globale.

**6.6 – Evénements postérieurs à la clôture**

BAIL ACTEA, filiale du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, est totalement mobilisée pour faire face au contexte d'incertitudes macro-économiques et politiques accrues liés au conflit au Moyen-Orient, entraînant une hausse du prix des matières premières notamment énergétique, une volatilité des marchés financiers et potentiellement une menace de stagflation et de resserrement monétaire. Dans ce contexte, BAIL ACTEA suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit et la valorisation de ses portefeuilles. La société possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. Les impacts comptables et prudentiels de cette situation ne pourront être évalués qu'ultérieurement. BAIL ACTEA conserve sa politique de provisionnement prudente. Elle tient compte du contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistant qui pourrait entraîner une dégradation de la qualité du portefeuille de crédits. Par ailleurs, le groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale bénéficie d'une solidité financière lui permettant le cas échéant, de faire face à une situation économique dégradée avec un ratio de solvabilité de 19.7% et de levier de 7.9%. »

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la société Bail Actea,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bail Actea relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- Les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées à la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe aux comptes annuels.
- La note 5.10 « Résultat exceptionnel » de l'annexe, qui expose la correction d'une erreur sur le plan d'amortissement d'un périmètre d'immobilisations identifiées.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Votre société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités selon les méthodes décrites dans les notes 2.2.2 Evaluation des créances et des dettes, 2.2.3.1 Autres provisions pour pertes et charges, 3.1.1 Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat, location simple, 5.2 Produits et charges sur opérations de crédit-bail, location financière et location avec option d'achat et 5.6 Coût du risque de l'annexe. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes :

**Forvis Mazars SA**  
Levallois-Perret, le 13 avril 2026  
Alexandra KRITCHMAR  
Associée

**KPMG S.A.**  
Paris, le 13 avril 2026  
Sophie SOTIL-FORGUES  
Associée  
Yann MASSET  
Associé

**VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est disponible à tout public au siège social de Crédit Mutuel Factoring situé 15 rue du Palais Rihour - 59800 LILLE